

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

## **Bibliographie**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 80 (1939), p. 264-272

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1939\\_\\_80\\_\\_264\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1939__80__264_0)

© Société de statistique de Paris, 1939, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## IV

# BIBLIOGRAPHIE

---

*La Méthode de l'Économie politique*, par Bertrand NOGARO, professeur à la Faculté de Droit de Paris, ancien ministre de l'Instruction publique. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, édit., 20, rue Soufflot, Paris, 1939. 1 vol. in-8 de 275 pages.

L'économie politique progresse très lentement et les découvertes y sont rares. La faute en est surtout aux difficultés que présente cette science; mais les économistes pourraient, semble-t-il, obtenir des résultats meilleurs s'ils s'astreignaient à une discipline plus serrée et suivaient une méthode plus rigoureuse.

Aussi le livre de notre éminent collègue, M. Nogaro, *La méthode de l'économie politique*, vient-il à son heure. On ne saurait trop louer la logique et la profondeur des conceptions de M. Nogaro, qui se comporte non seulement en économiste, mais aussi en philosophe. Son livre n'est pas un simple ouvrage de méthodologie, l'auteur a longuement médité sur sa science.

Dans l'introduction, M. Nogaro commence par faire une remarque importante : « Les phénomènes économiques sont le produit d'actes humains et d'actes conscients. » Dès lors ils sont « les manifestations d'une réalité qui nous est intelligible ».

Contrairement aux sciences physiques où, derrière l'ultime élément découvert, se cache encore quelque chose et où le mystère ne fait que reculer, en économie politique « derrière les phénomènes....., il y a des hommes qui agissent » et nous savons « comment et pourquoi ils ont agi ».

La difficulté n'est donc pas de « concevoir la nature des relations » économiques, mais de « choisir entre plusieurs relations possibles » et de faire à chacune sa part ».

Est-ce là une remarque, intéressante et profonde sans doute, mais sans portée pratique? — Non, M. Nogaro prouve en choisissant, à titre d'exemple, le problème d'une dépréciation monétaire que celui-ci ne peut être résolu qu'en introduisant dans le processus explicatif la connaissance précise des actes humains.

L'auteur montre que l'économiste, pour arriver à la connaissance des rapports constants qui unissent les phénomènes, doit d'abord se livrer à une étude des faits considérés *en particulier*.

L'économie politique a donc des rapports étroits avec l'histoire, de même qu'elle ne peut ignorer ni la statistique, ni la logique, ni la collaboration des mathématiques.

Toutefois, l'économie politique se différencie très nettement de l'histoire. Comme l'historien, l'économiste étudie les faits à travers les documents, mais alors que l'his-

torien retient davantage les faits narratifs, l'économiste s'occupe surtout des faits concernant la valeur, faits en général patents et collectifs, exprimés par la statistique. Aussi l'économiste doit-il savoir manier et interpréter les statistiques.

De plus, alors que beaucoup d'historiens n'ont en vue qu'un récit chronologique des événements et que la recherche des causes ne les préoccupe pas toujours, celle-ci s'impose à l'économiste.

Mais, après avoir déterminé les causes d'un phénomène, qu'il a constaté dans l'étude de l'histoire, l'économiste suppose que ce phénomène se rencontrera de nouveau dans l'avenir et sera produit par la même cause.

En procédant de la sorte, il édifie une théorie. Celle-ci doit avoir pour bases des notions bien définies. Aussi M. Nogaró insiste-t-il sur l'importance des définitions.

Sans doute, dépendent-elles des contours qu'on a assignés au concept en question et que chaque auteur dessine selon ses vues propres. Mais « l'accord sur la définition ne pourra se faire qu'après l'accord sur la théorie ». Ce ne sera sans doute que lorsque la science économique aura atteint un plus grand développement qu'on pourra obtenir des définitions parfaites. En attendant, il importe « que chacun formule avec soin les définitions correspondant à ses conceptions propres et tienne compte dans la discussion..... des conceptions d'autrui ».

On ne saurait mieux dire. Malheureusement ces sages conseils sont loin d'être toujours appliqués. Combien de fois l'objet du débat a-t-il pour point de départ des notions confuses ! Exemples : On divise les capitaux en capitaux fixes et circulants, sans bien souvent se demander ce que signifie ce mot « circulants ». Ou encore on parle de surproduction générale, sans s'apercevoir que ce terme embrasse des phénomènes très différents, par exemple la surproduction qui a lieu pendant la crise et qui vient de ce qu'on ne peut pas ou qu'on n'ose pas acheter une marchandise utile, et celle, dans le cas où elle existerait, qui précède la crise et qui viendrait de ce qu'on ne voudrait pas acheter des marchandises surabondantes et inutiles.

Nous avons vu que l'économie politique avait son fondement dans l'observation des actes humains. Est-ce à dire que la méthode déductive n'y trouve pas sa place ? — Elle peut être employée avec profit. Mais M. Nogaró nous avertit des pièges qu'elle renferme. L'économiste qui déduit part d'un certain nombre d'idées primordiales et formule « une longue suite de raisonnements, que rien n'est censé venir déranger en cours de route ».

Bien plus il ne se soucie guère de découvrir sur son chemin « autre chose que ce qu'il avait dans l'esprit au moment du départ..... La complexité du réel le gêne..... A l'occasion, si la réalité concrète lui offre quelque illustration de sa conception théorique, il s'en saisit, mais si elle la contredit, il lui oppose le plus souvent une ignorance systématique ». Ou bien encore, il déforme les faits pour les faire cadrer avec ses conceptions.

Comme exemple des erreurs auxquelles peut conduire la méthode purement déductive, lorsqu'elle dédaigne l'observation, M. Nogaró cite les variations du rapport de la valeur entre l'or et l'argent sous le règne du bimétallisme. Il y a une série d'alternances qui fait apparaître tantôt une prime de l'or, tantôt une prime de l'argent par rapport à la valeur correspondant au rapport légal de 1 à 15 1/2. On donne de ce phénomène l'explication déductive suivante : « Quand la quantité d'une monnaie diminue, sa valeur augmente. L'or et l'argent sont des monnaies; donc c'est dans les variations de la production de chaque métal par rapport à l'autre qu'il faut trouver l'explication de l'alternance de la prime. Or l'observation montre que celle-ci « est liée non seulement à la plus ou moins grande quantité d'argent produit, mais aux règlements à effectuer entre pays à monnaie d'or et pays à monnaie d'argent. »

Nous nous permettrons d'ajouter un autre exemple à celui donné par M. Nogaró. C'est la célèbre théorie de J.-B. Say sur les débouchés, que M. Nogaró avait du reste citée dans une autre partie de son ouvrage.

D'après Say, les produits s'échangeant contre des produits, une crise de surproduction est impossible. Quant à la monnaie, elle joue dans l'échange le rôle d'un instrument passif et il n'y a aucun compte à en tenir. Or l'observation démontre que la

monnaie, bien loin de jouer un rôle passif, a la propriété de s'apprécier ou de se déprécier par rapport à l'ensemble des marchandises. Son appréciation se traduit par la baisse des prix : on refuse d'acheter des marchandises, on préfère garder son argent, les marchandises se stockent. La surproduction est donc possible et, de fait, elle a lieu pendant la crise, la question de savoir si elle est la cause de la crise restant réservée. Là encore, comme dans le cas précédent, une donnée essentielle du problème avait été négligée.

Nous avons déjà dit que M. Nogaró, tout en exposant les dangers d'une méthode purement déductive, ne repousse nullement l'emploi de la déduction en économie politique. Bien au contraire, la méthode inductive *seule*, la plupart du temps, ne donnera rien. Pour saisir le fait *cause*, au milieu des autres, il est utile de simplifier la réalité, de faire un schéma, un « modèle ». En un mot, un travail de l'esprit est nécessaire pour élaborer les matériaux fournis par l'observation.

M. Nogaró, du reste, après avoir dénoncé les erreurs auxquelles peut conduire un mauvais usage de la méthode déductive, donne les règles qu'on doit suivre, quand on emploie la méthode *inductive*, et il expose les principes de la logique expérimentale. Nous sommes obligés, pour ne pas trop étendre ce compte rendu, de passer sous silence cette très intéressante partie de *La Méthode de l'Économie politique* et nous arrivons à l'emploi des mathématiques en économie politique.

M. Nogaró pose d'abord en principe que l'économiste peut avoir avantage à appeler à son aide les mathématiques.

En effet, « l'expression de fonction vient, dans certains cas, à l'esprit autrement que comme une métaphore »..... Il suffit même, pour se servir des mathématiques, que le sens des variations des phénomènes nous soit connu..... Les mathématiques mettent ainsi à notre disposition une sorte de logique formelle, dont l'emploi peut être précieux.

Pour notre part, nous souscrivons complètement à cette opinion et nous croyons que, pour la solution de certains problèmes compliqués, il est difficile de se passer des notations algébriques. Telle est, par exemple, la théorie des variations du taux de l'intérêt où il faut considérer le rendement des capitaux anciens, le rendement des capitaux nouveaux déjà formés, le rendement probable des capitaux en cours de formation, les quantités respectives de ces différentes catégories de capitaux, etc..... Sans doute, le langage ordinaire peut suffire, mais les mathématiques facilitent la solution du problème.

L'emploi des mathématiques comporte souvent celui de la méthode déductive. M. Nogaró fait très justement remarquer que, bien plus encore que l'économiste qualifié de « littéraire », le mathématicien est exposé à simplifier d'une manière excessive et à perdre de vue la réalité.

Les équations de Léon Walras sur l'équilibre économique nous en offrent un exemple. M. Nogaró se livre à une critique serrée de cet auteur et montre les erreurs de sa théorie, qui envisage un cas irréal, celui du troc, bien plus compliqué, malgré son apparente simplicité, que l'échange des marchandises contre de la monnaie.

Nous engageons les personnes qui désirent connaître Walras et qui n'auront pas le temps d'étudier les quelque 500 pages des *Éléments d'Économie politique pure*, à lire le résumé très clair qu'en a fait M. Nogaró.

Nous lui savons gré, pour notre part, de s'être attaqué à une idole trop adorée. Il juge du reste Walras sans sévérité excessive. « Les *Éléments d'Économie pure politique*, dit-il, représentent un effort curieux, tenace et massif pour élaborer une théorie apparemment très différente des théories « littéraires » de la même époque et ostensiblement caractérisée par la place qu'y trouvent non seulement les symboles mathématiques, mais les habitudes d'esprit des mathématiciens. »

C'est bien là le mérite de Walras. Les résultats obtenus par lui ont été toutefois décevants. De l'orgueilleux monument qu'il a élevé dans les nuages, les allées ne descendent pas sur la terre. Quand, en économie politique, on emploie les mathématiques, il y a une question qu'il faut toujours se poser : « A quoi cela sert-il ? » L'objet de la science est en effet la recherche d'un résultat utile. Certes la découverte d'une

etoile n'a pas d'utilité immédiate, mais l'extension de notre connaissance de l'univers peut plus tard être féconde en conséquences pratiques. Les perspectives utiles d'une théorie de l'équilibre général des prix, telle qu'elle peut être construite dans l'état actuel de la science, sont au contraire bien hypothétiques.

Les mathématiques peuvent non seulement être employées comme instruments de recherche et d'exposition, mais trouvent encore un usage fécond dans l'étude de l'échange d'une marchandise unique contre de la monnaie et dans l'expression d'une courbe économique quelconque, pourvu que cette expression soit simple. Tel est le cas pour les courbes dont le sens de la variation ne change pas, comme celle de la distribution des revenus, pour une année déterminée. Les courbes, qui présentent de nombreuses oscillations brusques et irrégulières, ne se prêtent guère à l'emploi de mathématiques.

Nous insistons sur la nécessité d'obtenir une expression simple. Les formules trop compliquées ne peuvent être un instrument d'étude et l'avantage qu'elles ont de s'adapter d'une manière précise à la réalité statistique est à peu près nul. Autant consulter la statistique elle-même que d'avoir recours à sa photographie mathématique.

L'emploi des mathématiques pour exprimer une courbe économique est une question, du reste, qui n'a pas échappé à M. Nogaro. Aussi cite-t-il les formules de Pareto et de Gibrat sur la distribution des revenus.

Nous terminerons par cette citation de l'auteur, qui est bien l'idée maîtresse de son ouvrage : « En économie politique, la recherche de la causalité et mieux encore de la raison intelligible reste le but de la science. »

Nous avons analysé l'ouvrage de M. Nogaro plutôt que nous l'avons critiqué. Nous nous en excusons, mais cela vient de ce que nous sommes en communauté complète de vues avec l'auteur et que la critique ne peut guère trouver de prise sur cet ouvrage magistral, rempli de solide bon sens, de logique sûre et d'aperçus profonds. La *Méthode de l'Économie politique* devrait servir d'œuvre de base pour les personnes qui veulent s'adonner à cette science.

Baron MOURRE.

\* \* \*

*Monnaies et banques 1938-39.* Vol. I et II. Série P. S. D. N. 1939, II. A. 3/1 et II.  
Vol. I : 181 pages. Fr. suisses 5.— Vol. II : 205 pages. Fr. suisses 6.—

Cet ouvrage réunit (comme dans les éditions des années antérieures) les renseignements essentiels sur les monnaies et les banques de tous les pays du monde. Le premier volume, qui porte comme sous-titre « Aperçu de la situation monétaire », expose les événements jusqu'en mars 1939, et le deuxième « Banques commerciales et centrales » publie les données et les statistiques afférentes à 44 pays, qui servent de base à l'aperçu de la situation monétaire.

Cette année, deux additions importantes ont été apportées au premier volume : 1<sup>o</sup> pour la première fois, on a réuni les statistiques sur les dépôts et le total des avoirs de toutes les organisations qui effectuent des opérations bancaires dans 22 pays. Ces statistiques qui, dans la mesure du possible, remontent jusqu'à 1913, sont analysées dans une étude spéciale concernant le développement continu des banques d'épargne et des institutions de crédit de caractère public qui, dans une large mesure, s'opère aux dépens des banques commerciales et autres banques privées, ainsi que l'augmentation de la proportion de l'économie nationale absorbée par les autorités publiques; 2<sup>o</sup> une autre série de statistiques remontant à la période d'avant guerre sert de base à une étude complète du déclin de l'utilisation de la lettre de change, compte tenu tout spécialement des causes de ce phénomène et de ses conséquences sur la politique monétaire et bancaire.

D'autres chapitres de l'*Aperçu* retracent le cours des événements en 1938 et durant

les deux premiers mois de 1939 en ce qui concerne les devises étrangères, l'or, la monnaie, le crédit et les finances publiques. Les 15 tableaux joints en annexe résumés, sur une base uniforme, les principales statistiques monétaires et bancaires du monde pendant les dix dernières années.

Les points saillants du premier chapitre de l'*Aperçu de la situation monétaire* sont : la fermeté croissante du franc français, la reprise, après une période de faiblesse prolongée, des devises rattachées au sterling, le resserrement du contrôle des changes dans les pays agricoles et enfin la production et la répartition mondiales de l'or.

Grâce à la politique des changes adoptée en mai 1938 et au programme financier et économique général inauguré en novembre 1938, le franc français est redevenu l'une des fortes monnaies du monde, et il est soutenu par les réserves croissantes d'or que détiennent les autorités monétaires.

La faiblesse des devises rattachées au sterling, en 1938, est attribuée à l'exode des « capitaux errants » du continent vers les États-Unis, à la réduction des réserves en sterling des pays agricoles dans la zone du bloc sterling, conséquence de la baisse des prix et de la conversion en or des soldes détenus à Londres par l'Irlande, la Lettonie, la Norvège et la Suède. On estime que la majeure partie des « capitaux errants » étrangers a quitté Londres, et l'*Aperçu* expose que les mesures prises au début de cette année, notamment le transfert de 350 millions de livres sterling d'or au compte de change, donnent « une indication frappante de la détermination des autorités de défendre la valeur de la livre à son nouveau niveau ».

La moins-value de la balance des paiements des pays producteurs de matières premières a été compensée par une réduction des réserves de devises étrangères, par une diminution de la valeur de change des monnaies de ces pays, par l'extension des restrictions de change, notamment dans les pays suivants : Argentine, Brésil, Équateur, Lithuanie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie et par l'adoption d'un système complet de contrôle des changes en Nouvelle-Zélande. Toutefois, dans la plupart de ces pays, les stocks d'or n'ont pas diminué.

La production mondiale d'or, abstraction faite de celle de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, a encore augmenté en 1938 de 7,7 % par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne la répartition de l'or, on peut citer comme faits importants l'augmentation considérable des réserves visibles des États-Unis d'Amérique et les fluctuations subies par les réserves « invisibles ».

En 1938, les stocks d'or des États-Unis ont augmenté de 1 milliard 751 millions de dollars, soit 650 millions de dollars de plus que la production courante du monde, et ces stocks représentaient, à la fin de 1938, 58 % des réserves visibles d'or du monde. Les avoirs en or du fonds d'égalisation britannique ont été réduits de moitié au cours des six mois qui se sont terminés le 30 septembre 1938 et ont subi une autre réduction considérable durant le dernier trimestre de l'année. Les Fonds de stabilisation des Pays-Bas et de la France ont accru considérablement leurs réserves durant la majeure partie de 1938 : on évalue à plus de 150 millions de dollars l'augmentation des stocks d'or « invisibles » de la France au cours des six mois se terminant le 30 septembre. L'Allemagne a reconstitué ses réserves cachées en saisissant, en mars 1938, les avoirs en or, publics et privés, de l'Autriche, mais ces réserves ont été fortement entamées au cours des neuf derniers mois de l'année où les exportations nettes d'or ont dépassé la valeur des anciens stocks d'or visibles de l'Autriche. Des évaluations indirectes, figurant au volume II, indiquent que les avoirs en or du Fonds de stabilisation japonais étaient complètement épuisés en juillet 1938, au moment où le Gouvernement s'est approprié une nouvelle somme de 300 millions de yen d'or appartenant à la Banque du Japon. Ce dernier montant a été également en grande partie utilisé pendant le reste de l'année.

Le deuxième chapitre étudie principalement la souplesse des différents systèmes monétaires, constatée au cours de la « crise de septembre » et les perspectives d'une reprise économique continue dans les principaux pays. En ce qui concerne le premier de ces deux points, l'*Aperçu* conclut comme suit :

« Dans l'ensemble, on peut conclure que la structure interne de la monnaie et du

crédit a fait preuve de beaucoup de souplesse pendant la crise internationale. L'augmentation subite de la demande d'espèces a été satisfaite sans perturbations déflationnistes vraiment graves. La hausse des taux d'escompte et du rendement des obligations a été, dans la plupart des cas, relativement restreinte, et un mouvement inverse n'a pas tardé à se produire au cours des mois suivants. Il ne semble pas qu'il y ait eu en septembre 1938 une seule faillite bancaire importante. »

En ce qui concerne les perspectives d'une reprise économique continue, les conclusions de l'*Aperçu* ne sont pas les mêmes pour tous les principaux pays. Pour les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, il estime que « du point de vue économique seul, les perspectives se sont considérablement améliorées grâce à l'action vigoureuse et presque simultanée des trois pays importants qui a tendu à faciliter l'expansion monétaire et à stimuler la reprise de la production et du commerce ».

L'analyse détaillée de l'expansion monétaire en Allemagne et au Japon est, en revanche, résumée comme suit :

« Dans aucun des deux pays, cette expansion n'a entraîné une inflation progressive et générale des prix », mais « il faut tenir compte du caractère incomplet de certains indices officiels des prix et d'un abaissement de la qualité des marchandises tandis que les prix restaient inchangés. Il est évident que ce dernier facteur peut à lui seul dissimuler une hausse considérable des prix ».

La situation de l'Allemagne et du Japon ressemble, d'après l'*Aperçu*, à celle de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, de 1930 à 1932, avant l'abandon du rationnement lorsque « les consommateurs n'ont guère pu utiliser les sommes reçues, sauf pour l'achat de fonds d'État et l'accumulation de réserves liquides inactives ».

Le troisième chapitre étudie les principales modifications survenues dans la structure bancaire de 22 pays depuis la guerre. On constate une diminution générale de l'importance relative des banques commerciales et autres banques privées en faveur des banques d'épargne et des institutions de crédit public, la prépondérance croissante des compagnies d'assurance sur le marché de l'argent, et l'importance toujours plus considérable que prennent, dans les avoirs de toutes les institutions bancaires, les valeurs émises par les autorités publiques ainsi que les avances accordées à ces autorités. Ce dernier changement est un trait tout particulièrement caractéristique des pays tels que l'Allemagne, l'Italie et le Japon, qui ont enrégimenté leurs établissements bancaires surtout pour financer les besoins croissants de l'État; dans d'autres pays, on n'a pas encore fait appel à d'importantes sources d'épargne, ce qui permet une expansion considérable des emprunts publics sans qu'il en résulte une lourde charge pour l'économie et le système du crédit.

Le dernier chapitre analyse les fluctuations de la lettre de change en tant qu'instrument de crédit et actif de banque. La diminution générale de l'utilisation des lettres de change est due en partie, ainsi que le montre l'*Aperçu*, au contrôle des changes et à d'autres mesures restrictives adoptées par les pays qui finançaient leurs échanges commerciaux au moyen de lettres de change, et en partie à des modifications plus fondamentales du financement des opérations commerciales et industrielles dont les plus importantes sont l'élimination du grossiste par suite de la commercialisation des entreprises industrielles, l'autonomie financière de l'industrie qui se développe de plus en plus et, enfin, l'extension du système des découverts. L'*Aperçu* signale que cette diminution de l'usage des lettres de change a exercé des répercussions défavorables sur la composition des avoirs des banques.

Pour ceux qui s'intéressent au détail des chiffres et des événements relatifs aux pays pris isolément, le volume II *Banques commerciales et centrales* offre une mine de renseignements en ce qui concerne 44 pays.

A. B.

*Contrôle national de la fabrication et du commerce des armes.* Série P. S. D. N., 1938, IX, 1, 245 pages. Fr. suisses 7.—

Ce volume de 245 pages a été préparé à la suite d'une requête, adressée au Secrétariat par le Bureau de la Conférence du Désarmement en mai 1937, chargeant le Secrétariat de réunir et de communiquer aux membres du Bureau toutes informations utiles sur la situation actuelle concernant le contrôle national de la fabrication et du commerce des armes dans les principaux pays.

Une monographie séparée est consacrée dans le volume à chacun des 14 pays suivants : Allemagne, Belgique, Royaume-Uni, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et U. R. S. S. Un résumé de l'ensemble de la situation est donné pour chacun de ces pays et est accompagné d'extraits de la législation correspondante. Les renseignements relatifs à chaque pays sont groupés sous les rubriques : *a)* armes et munitions, avec sous-chapitres sur la fabrication, le commerce extérieur et intérieur, et *b)* explosifs.

Ce volume fait apparaître la mesure dans laquelle les autorisations, licences ou permis pour la fabrication des armes et des munitions, de même que le système de contrôle centralisé et d'inspection, la nationalisation partielle ou complète existent dans les pays envisagés. Des renseignements analogues sont donnés en ce qui concerne le commerce intérieur et extérieur.

Les parties du volume consacrées aux explosifs montrent qu'une législation spéciale en la matière est en vigueur dans tous ces pays, et qu'elle est le plus souvent antérieure de plusieurs années à la législation relative aux armes et aux munitions. L'État exerce, en principe, un contrôle sévère sur la fabrication et le commerce des explosifs.

A. B.

\*  
\* \*

*Annuaire statistique du commerce des armes et des munitions*, 14<sup>e</sup> année, 1938. Série P. S. D. N., 1938, IX, 4. 340 pages. Fr. suisses 12.50.

Cette édition contient des renseignements sur les importations et les exportations des armes, munitions et matériel de guerre de 60 pays et 64 colonies, protectorats et territoires sous mandat. Cet ouvrage a pour but principal de donner dans la mesure du possible des renseignements sur le commerce international des armes, munitions et matériel divers destinés à la guerre. Il a fallu, pour son élaboration, surmonter certaines difficultés et notamment celles qui proviennent de l'absence d'une distinction précise entre les armes et munitions destinées à la guerre et celles destinées aux sports et à la défense personnelle. Une autre difficulté était aussi l'absence d'une classification internationale uniforme des armes et munitions.

Les données statistiques contenues dans la présente édition couvrent en général une période de cinq années dont la dernière est l'année 1937. Le lecteur peut ainsi suivre les changements dans le commerce international des armes et munitions de guerre pour la période indiquée.

La première partie renferme des tableaux statistiques sommaires indiquant pour chaque pays le volume des exportations et importations d'armes et de munitions ainsi que leur valeur exprimée en monnaie nationale.

La deuxième partie de l'*Annuaire*, qui est peut-être la plus importante, est réservée aux tableaux récapitulatifs indiquant pour les cinq dernières années la valeur des exportations et importations de presque tous les pays du monde convertie en dollars-or. On y trouve aussi pour cette même période la valeur globale du commerce international des armes et munitions et la position que chacun des pays exportateurs ou importateurs occupe dans l'ensemble de ce commerce. Enfin, la dernière partie de



L'Annuaire renferme des tableaux tirés des publications officielles consultées, tableaux qui ont fourni la base pour les calculs statistiques figurant dans les deux premières parties du volume. La bibliographie complète de toutes les publications consultées est également donnée.

Voici un extrait qui nous paraît intéressant à signaler :

	Exportations d'armes, munitions et matériels de guerre (1)	Nombres indices	Exportations générales	Nombres indices
(En millions d'anciens dollars-or.)				
1929 . . . . .	71,2	100	33.024	100
1930 . . . . .	61,3	86,1	26.483	80,2
1931 . . . . .	40,5	56,9	18.909	57,3
1932 . . . . .	37,7	52,9	12.885	39,0
1933 . . . . .	40,7	57,2	117.13	35,5
1934 . . . . .	43,7	61,4	113.11	34,3
1935 . . . . .	43,0	60,4	115.54	35,0
1936 . . . . .	50,1	70,4	119.48	36,1
1937 . . . . .	61,8 (2)	86,8	147.12 (2)	44 5

Il ressort clairement de ce tableau que la crise économique générale qui sévit depuis 1929 a affecté dans une mesure beaucoup moins sensible les exportations d'armes, munitions et matériels de guerre que les exportations de marchandises en général. Il va sans dire toutefois que ces données ne suffisent pas à elles seules pour mesurer l'importance du réarmement qui s'opère depuis un certain nombre d'années. Il faudrait connaître également les fluctuations de la production des armes et munitions.

A. B.

\* \* \*

*Prix et production en agriculture. Étude économique de quelques marchés agricoles*, par M. J. MILHAU. Institut scientifique de recherches économiques et sociales, mémoires et enquêtes n° V. — Librairie Sirey, une brochure 20-14 de XIII, 77 pages.

Cette brochure est précédée d'une préface de M. R. Courtin qui se termine ainsi : « A une époque où la Statistique prend une ampleur, qui, hier encore, ne pouvait être soupçonnée, ne nous laissons pas de rappeler ses limites en cherchant à la préserver des entraînements auxquels la prédisposent ses éclatantes réussites ».

Le travail de M. Milhau est divisé en deux parties, une étude théorique et une étude concrète de cinq marchés agricoles : cerises, pêches, noix, haricots et pommes de terre.

Dans la première partie, l'auteur rappelle la « loi » de King : « la valeur d'une récolte de blé diminue quand l'importance de la récolte augmente et réciproquement. » On abuse vraiment trop de ce mot « loi ».

Il n'y a pas d'accord à ce sujet entre les économistes, mais M. Milhau pense que la « loi » ne doit s'appliquer qu'à partir d'une certaine production. Il commence par définir ce qu'il appelle la parabole des recettes, avec laquelle il arrive mathématiquement à déterminer deux groupes (dits A et B) de production, dont l'un, B, vérifie la loi de King, et l'autre, A, ne la vérifie pas.

L'étude du premier groupe le conduit logiquement aux trois équilibres du marché —

(1) Non compris les exportations des navires de guerre.

(2) Chiffres approximatifs comprenant les estimations pour les pays pour lesquels on ne possède pas de renseignements.

monopole — liberté — dirigisme — et lui permet d'examiner les changements relatifs de l'offre et de la demande.

En définitive, il conclut que les productions A (qui ne vérifient pas la loi) correspondent à des marchés non encore saturés et que les productions B (satisfaisant à la loi) se rapportent à des marchés déjà saturés.

L'application de la théorie est faite dans la seconde partie à cinq marchés pour la période 1920-1935. L'auteur prend soin naturellement de corriger les prix par l'application du coefficient des prix de gros.

Les graphiques par années montrent des nuages de points parfaitement distincts pour les cerises, les pêches et les noix et correspondant aux deux périodes 1920-1928 et 1929-1935. Ce fait l'oblige à considérer deux paraboles de prix alors que la théorie ne paraissait devoir en considérer qu'une seule.

Au contraire, pour les haricots et les pommes de terre les paraboles correspondant aux deux périodes ci-dessus sont presque identiques.

On en conclut que les premiers marchés de fruits ne suivant pas la loi de King n'en sont pas encore au point de saturation tandis que pour les légumes on y serait arrivé.

Il faudrait évidemment examiner un plus grand nombre de production pour essayer de conclure définitivement, mais cette étude peut servir de modèle pour des recherches futures et il convient de féliciter M. Milhau de l'avoir présentée d'une manière aussi intéressante.

A. BARRIOL.

---

*Le Gérant : R. WALTHER.*

---